

AUGMENTATION DES BOURSES ■ 25 PAR TD ■ DU FRIC POUR NOS ÉTUDES ■  
**C'est ça la bonne réforme**  
**RETRAIT DU PROJET JOSPIN**

# POUR NOS ÉTUDES, IL FAUT QUE ÇA CHANGE A NOUS DE DECIDER

Changer nos études ? Mille fois oui. Ras-le-bol des cours surchargés, des injustices sociales, des locaux et du matériel vétustes. Ras-le-bol de n'avoir jamais notre mot à dire sur le contenu de nos enseignements. Citoyens dans la vie et citoyens à l'université ? Chiche ! Toi aussi, tu as des idées, des exigences. Ecris-les ici, et organisons dans chaque T.D, chaque amphî, une grande chaîne pour mettre nos revendications en commun. Et discutons-en en Assemblée Générale.

## LA BONNE REFORME POUR NOTRE AVENIR, C'EST :

■ **Conditions d'études** : doublement du budget de l'enseignement supérieur. 25 par T.D et pas plus. Construction et rénovation des locaux. Equiper les labos, les salles d'ordinateurs et les bibliothèques universitaires.

■ **Justice sociale** : gratuité des études : zéro franc de droit d'inscription. Doublement du nombre et du montant des bourses. Mensualisation. Demitarif sur la carte orange et les transports urbains. Retour à la parité Etat/Étudiant dans le prix du ticket de restau-U (étudiant = 10 F - Etat = 10 F). Construction et rénovation des cités universitaires.

■ **Droit de regard sur les études** : participation des étudiants dans les jurys d'examens. Pas une réforme, pas un décret dans le dos des étudiants. En finir avec le saquage aux examens : anonymat des copies, double correction. Réhabilitation du droit de vote des étudiants (information préalable, bureaux de vote plus nombreux et prolongation des durées de vote).

NOUVEAU CAMPUS - Mars 92  
 Supplément UNEF-INFORM  
 CP 1142 - DE 73  
 Directeur de Publication : Olivier Meier  
 Rédactrice en Chef : Nadège Beauvais-Szczepanski  
 Photographies : David Gribert ?, droits réservés  
 Maquette, photocomposition, photogravure :  
 DGC - 137 av. Jean Lohve - 93500 Pantin  
 Imprimerie Spéciale de l'UNEF.  
 Imprimé avec l'aide des travailleurs du Livre CGT.

**1.** Pour améliorer mes conditions d'étude, J'EXIGE :

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

**2.** Pour la justice sociale, J'EXIGE :

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

**3.** Pour un vrai droit de regard sur le contenu de mes études, J'EXIGE :

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....



**SE SYNDIQUER, C'EST S'ORGANISER POUR ETRE PLUS FORT**

**PLUS FORT CONTRE LA REFORME JOSPIN PLUS FORT AU JOUR LE JOUR POUR SE DEFENDRE ET FAIRE RESPECTER SES DROITS**

**MOI AUSSI, JE REJOINS L'UNEF**

NOM : ..... PRENOM : .....  
 ETUDES : ..... FAC : .....  
 ADRESSE : .....  
 TEL : ..... Cotisation : 60 F Soutien : 100 F

Bulletin à remettre à un adhérent de l'UNEF de ta connaissance ou à renvoyer à :  
 l'UNEF - 52 rue Edouard Pailleron - 75019 Paris - Tél. : (1) 42 45 84 84

LE NOUVEAU  
**CAMPUS**  
 JOURNAL ÉDITÉ PAR L'UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE • MARS 92 • 2 F

# Le 19 TOUS en Manif

Le 19 mars à Paris rendez-vous à 14h30  
 Place de la Bastille



## RETRAIT DU PROJET JOSPIN DU FRIC POUR NOS ÉTUDES

**O**n ne se laissera pas avoir. Ni par les simagrées, ni par la propagande officielle déversée dans nos facs. Jospin manœuvre, mais ça ne passe pas ! Assez d'être traités en analphabètes. La réforme Jospin, on peut la lire dans tous les sens. Pas besoin d'être surdoué pour comprendre qu'elle vise à aggraver la sélection, accroître l'échec, limiter le choix des études, appauvrir nos formations, dévaloriser nos diplômes. Nos filières mutilées ou supprimées ? Ce n'est pas un « fantasme », c'est dans le projet. Les T.D passés à la trappe, le diplôme bidon de première année, les limitations de redoublement en Licence et en Maîtrise ?... On ne les a pas inventés non plus, c'est dans le projet. Assez ! Pour nos études, c'est à nous de décider, à personne d'autre. Le projet Jospin n'est ni amendable, ni discutable : il doit être retiré. Bien sûr, il faut que ça change dans nos facs, tout le monde le dit. Hors de question de laisser les choses telles qu'elles sont. Nous avons tous des dizaines de revendications, des idées, ce n'est pas le moment de les laisser dans nos poches. Et pour commencer, il faut du fric pour nos études : car qui peut croire qu'on peut lutter contre l'échec et la sélection sociale sans passer par le tiroir-caisse ; pire, en faisant des économies sur notre dos ?

Le 18 février, nous étions 10.000 dans les rues de Paris ; le 25, nous étions plus de 25.000 ; depuis, le flambeau de la lutte pour le retrait du projet Jospin circule de ville en ville : Montpellier, Nice, Nancy, Amiens, Lille, Rennes, Pau, Toulouse, Aix, Lyon, Saint-Etienne, Brest, Orléans, Poitiers, Tours, Nantes... Nous sommes désormais des dizaines de milliers à être mobilisés. Et le 19 mars, nous nous y mettrons tous : c'est la meilleure réponse au mépris de Jospin, et c'est comme ça que nous gagnerons. Comme depuis le tout début du mouvement, les militants et les élus de l'UNEF entendent engager toutes leurs forces pour réussir de puissantes manifestations dans toute la France, pour réussir un très grand rendez-vous à la Bastille.



Olivier Meier, président de l'UNEF



**APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE  
APPEL A TOUS LES  
ETUDIANTS**

**A**PRES le succès des deux manifestations, les 18 et 25 février à Paris et dans de nombreuses villes de province, les délégués mandatés réunis en coordination nationale le 25 février, dénoncent les manœuvres de Lionel Jospin qui, en décrétant une pause, cherche à démobiliser les étudiants. Et pourtant l'arrêté général sur les premiers cycles, lui, n'est pas reporté et le système RAVEL propose déjà aux lycéens de choisir entre les nouveaux Deug alors que ceux-ci ne sont pas en vigueur. Ni pause, ni négociation : nous exigeons le retrait immédiat et sans conditions du projet Jospin. Nous refusons la soit disant concertation que le Ministère engagerait dans les facs entre les présidents d'université et les étudiants sur les arrêtés particuliers alors que les arrêtés généraux ont d'ores et déjà été adoptés par la conférence des présidents d'université.



Ce projet, c'est :

- la généralisation des facs et des diplômes à plusieurs vitesses ;
- la création d'un diplôme bidon à bac + 1, le C.E.U (certificat d'étude universitaire) ;
- des réductions horaires massives pour raisons budgétaires ;
- la remise en cause de la session de septembre et du redoublement en Licence et en Maîtrise ;
- une menace de disparition pour les cursus jugés non-rentables.

Ce projet doit être mis en échec, il ne répond en rien à nos problèmes qui exigeraient un vrai changement à l'université pour satisfaire nos revendications avec des moyens pour le mettre en oeuvre :

- réengagement financier de l'Etat ;
- maintien du cadre national des universités et des diplômes ;
- égalité des droits entre étudiants français et étrangers, menacés par la loi Marchand qui doit être abrogée.

C'est pourquoi nous appelons à une **journée nationale de grève générale** et à une **manifestation à Paris le jeudi 19 mars 1992 à 14h30 de Bastille au Ministère de l'Education Nationale**. Nous appelons tous les lycéens à manifester à nos côtés ainsi que les enseignants et les personnels ATOSS.

D'ici le 19 mars, dans les facs qui ne sont pas en vacances, la mobilisation doit continuer sous toutes ses formes (grève là où c'est possible, manifestation...). Les étudiants doivent exprimer leurs revendications et leurs propositions sous toutes les formes qu'ils décideront eux-mêmes.

Une réunion parisienne rassemblera le 16 mars à 18h à Saint Charles deux personnes par fac pour régler les problèmes techniques, le parcours exact de la manifestation... Le soir du 19 mars une coordination nationale se réunira à la fac de Jussieu, elle rassemblera cinq délégués élus, mandatés et revocables par fac.

**Le 25 février 1992  
La Coordination Nationale des Etudiants  
réunie à Saint Charles**

La coordination nationale s'est constituée le 25 février, après la manifestation parisienne. La plupart des universités de Paris y étaient représentées, ainsi que des délégués de Nice, Toulouse, Montpellier, Lyon, Saint-Etienne, Poitiers, Clermont-Ferrand, Orléans, Rennes, Brest, Tours, Angers et Lille. Etudiants syndiqués et non syndiqués, tous élus démocratiquement par des Assemblées générales, y ont décidé ensemble de lancer l'appel ci-dessus à tous les étudiants.

**Le 19 mars, la manifestation partira à 14h30 de la place de la Bastille. Des trains spéciaux et des bus sont prévus au départ des villes de province. N'hésite pas à demander des renseignements auprès des membres de la coordination ou des adhérents de l'UNEF de ta fac.**

# LA REFORME JOSPIN SACRIFIE NOS FORMATIONS

## LA PREUVE PAR CINQ

**Lionel Jospin prétend que les étudiants ne savent pas lire. Dans un tract distribué à 800.000 exemplaires, il explique que sa réforme ne contient aucune mesure de sélection. Et pourtant, le projet Jospin, ce n'est pas nous qui l'avons inventé.**

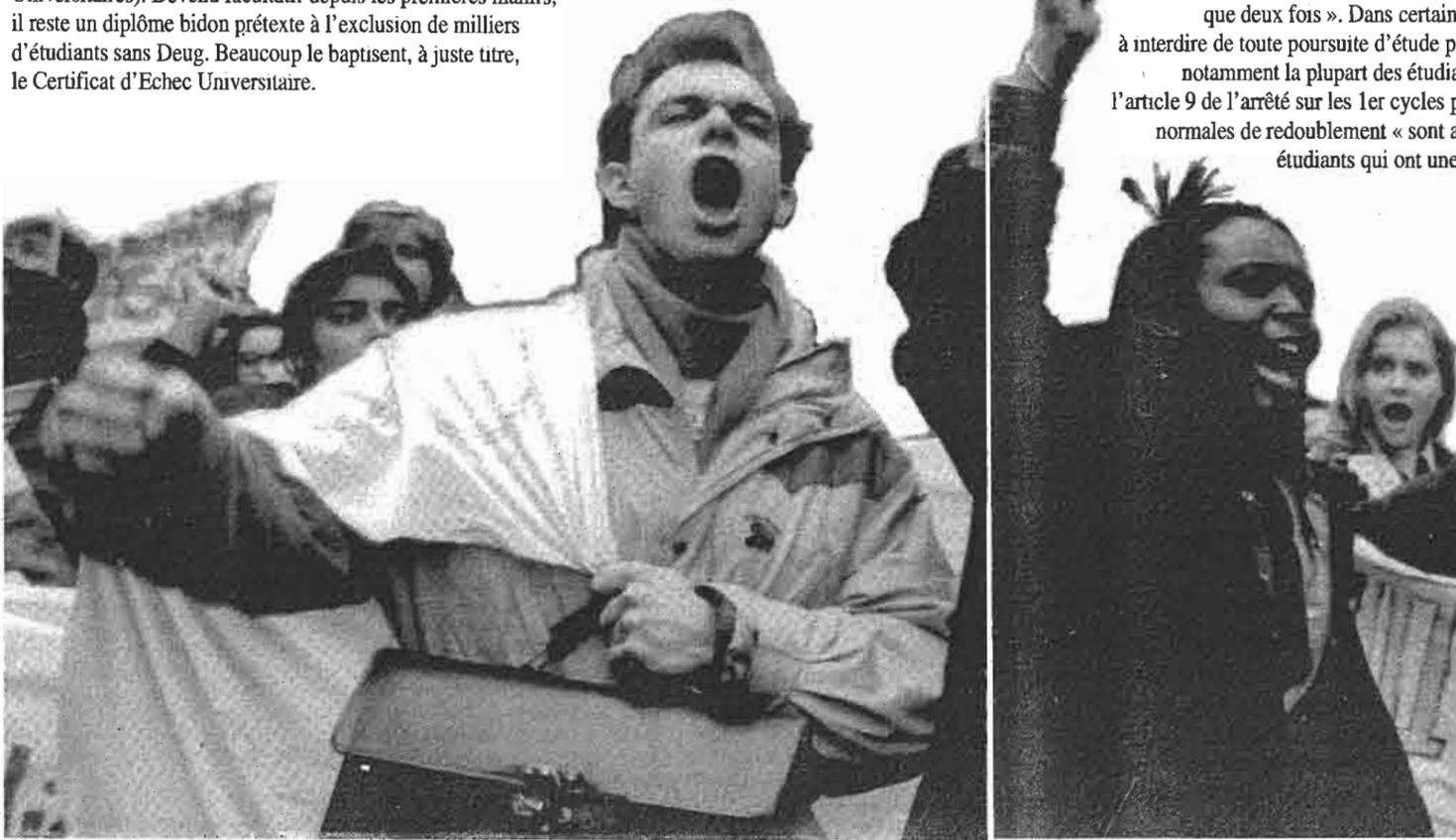
### 1 SUPPRESSION DE FILIERES D'ETUDES ENTIERES

Il y aurait 12 Deug (s) au lieu de 45 actuellement (annexe à l'arrêté général sur les 1er cycles). Des disciplines disparaîtraient purement et simplement, comme Culture et Communication, Théâtre, Photo, etc..., tandis que serait maintenu le Deug de Théologie ! Avec le regroupement de filières comme Psychologie et Histoire, ou Lettres classiques et LEA, il n'y aurait plus de spécialisation possible avant la 2ème année.

### UN DIPLOME BIDON DE 1ERE ANNEE

L'article 5 de l'arrêté sur les Deug (s) crée un nouveau diplôme en fin de première année : le CEU (Certificat d'Etudes Universitaires). Devenu facultatif depuis les premières manifs, il reste un diplôme bidon prétexte à l'exclusion de milliers d'étudiants sans Deug. Beaucoup le baptisent, à juste titre, le Certificat d'Echec Universitaire.

### 2



### 3 RÉDUCTION DRASTIQUE DU VOLUME HORAIRE

L'article 2 de l'arrêté sur les Deug(s), fixe à 700 le nombre d'heures de cours dans les filières littéraires (au lieu de 900 actuellement) et à 1.000 heures le volume dans les disciplines scientifiques (contre un minimum de 1.100 actuellement et souvent même beaucoup plus) ! A la clé, des suppressions de T.D dans toutes les filières, au détriment de nos chances de réussite et de la qualité de nos études.

### LIMITATION DU REDOUBLEMENT EN LICENCE ET EN MAITRISE

L'article 2 de l'arrêté sur les 2nds cycles stipule que « l'inscription en Licence et Maîtrise ne peut être renouvelée que deux fois ». Dans certaines filières, cela reviendrait à interdire de toute poursuite d'étude près d'un étudiant sur deux, notamment la plupart des étudiants salariés. A leur propos l'article 9 de l'arrêté sur les 1er cycles précise que les dispositions normales de redoublement « sont applicables notamment aux étudiants qui ont une activité professionnelle ».

### 4



**Le ministre n'alme pas l'UNEF.**  
INVITE hier soir sur Europe 1 à l'émission « Découvertes », Lionel Jospin, ministre de l'Education, a refusé de débattre avec le président de l'UNEF, Olivier Meier. Le directeur de la radio, Jean-Pierre Jaulin, a donc opté pour la solution qui lui paraissait la plus intéressante : un face-à-face entre le ministre et trois étudiants non syndiqués.  
Le Progrès Libéré du 26 février 1992

### DÉGONFLÉ !

Europe 1 avait programmé le 25 février un débat entre Lionel Jospin, Olivier Meier, président de l'UNEF, et une étudiante non-syndiquée. Quelques heures avant la grande manifestation des étudiants et lycéens, Lionel Jospin a fait savoir à la rédaction d'Europe 1 qu'il « mettait son veto à la participation du président de l'UNEF ». Jospin s'est dégonflé ! Mais s'il a l'illusion que les étudiants non-syndiqués vont se laisser avoir plus facilement, il se met le doigt dans l'oeil. Des dizaines de milliers d'étudiants sont mobilisés, précisément parce qu'ils connaissent sa réforme et qu'ils la rejettent. Nous lançons un défi à Lionel Jospin. Si sa réforme est si bénéfique pour les étudiants, qu'il ait le courage de la soutenir devant des étudiants, syndiqués ou non, y compris devant le président de l'UNEF. Nous l'attendons de pied ferme.

### 5 SUPPRESSION DE LA SESSION DE SEPTEMBRE

On nous jure que c'est faux ! Pourtant la réforme le permet. L'article 14 de l'arrêté sur les Deug (s) et l'article 9 de celui sur les 2nds cycles indiquent que « deux sessions d'examens par an » sont prévues. Pour la première fois, le droit à une session de rattrapage en septembre n'est plus garanti explicitement. Avec l'organisation des cours en « modules semestriels », le redoublement pourrait même se jouer dès le mois de février, et la « session de rattrapage » serait organisée une quinzaine de jours après la session ordinaire, ainsi que le souhaitent de nombreux présidents d'université.

### INFO OU INTOX ?

A en croire Jospin et son principal lieutenant Claude Allègre, les étudiants « fantasmeraient », auraient mal compris la réforme des 1ers et 2nd cycles, en bref, seraient mal informés ! Jospin sait de quoi il parle ! La désinformation et la manipulation, c'est son domaine ! Qui nous a promis la carte orange à 50 %, l'augmentation du nombre et du taux des bourses, la mensualisation, la création de places en cités-U et en restau-U ? C'est Jospin ! Le baratin et la démagogie, ça le connaît ! Qui a créé Ravel à l'entrée des Facs pour « gérer le flux étudiant » (entendez « sélectionner plus proprement ») et les prêts bancaires pour les étudiants à qui il refuse une bourse. C'est bien lui, c'est Jospin. L'arnaque, il maîtrise ! Qui annonce une pause pour lancer une grande concertation et qui cherche à faire adopter sa réforme au CNESER dans le dos des étudiants ? C'est Jospin ! La manipulation aussi, ça le connaît ! Qui fait de la propagande dans les facs pour expliquer que (si, si) sa réforme elle est bonne et que (non, non) elle ne renforce pas la sélection ? C'est encore Jospin ! La désinformation, là encore, ça le connaît ! Et qui accuse les étudiants de ne pas savoir lire et les prend pour des imbéciles ? C'est toujours Jospin ! Mais là, il va devoir changer d'avis ! On va lui apprendre à nous écouter.